

Convention de partenariat relative à la refacturation de la dette de la commune au syndicat

ENTRE :

Le SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE LA RÉGION DE PARMAIN - L'ISLE-ADAM, représenté par son Président en exercice, dûment habilité par délibération du comité syndical du

ci après désignée par les termes « Syndicat »,

Et

La Commune de Champagne sur Oise, représentée par son Maire, dûment habilité à cet effet par une délibération du conseil municipal n°20251112DEL44 en date du 11 décembre 2025.

Ci-après désignée par les termes Champagne-sur-Oise,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

Il est conclu une convention de partenariat dont le but est de préciser les modalités de refacturation de l'annuité de la dette de la commune qui n'est pas individualisé uniquement au financement d'équipements d'assainissement, compétence transférée par la commune au syndicat au 1^{er} janvier 2026, mais qui a également contribuer au financement d'équipements affecter à l'exercice de compétences conservés par la commune.

En effet, la commune Champagne sur Oise a conclu un emprunt qui avaient pour objet de financer en partie des équipements d'assainissement mais également des équipements afférents à l'exercice d'autres compétences de la commune.

Dans la mesure où cet emprunt a été réalisé pour l'ensemble des compétences de la commune et non pour la seule compétence « assainissement » spécifiquement, il est alors nécessaire de définir les conditions de refacturation de l'annuité de la dette entre la commune signataire de cette convention et le SIAPIA.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de refacturation de l'annuité de la dette entre la Commune et le SIAPIA au titre du transfert de la compétence assainissement au syndicat.

La Commune ayant réalisé un emprunt global et non fléché sur la compétence assainissement, il a été convenu entre la commune et le Syndicat que le contrat de prêt concerné de la commune soit conservé au sein de la commune et qu'une refacturation d'une quote part d'annuité de la dette soit effectuée pour le syndicat conformément aux dispositions de la convention ci-après.

ARTICLE 2 – DUREE

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par la commune et le Syndicat désignés ci-dessus.

La convention prendra fin lorsque l'encours de dette sera éteint, soit selon le tableau d'amortissement en date de signature de la présente convention,

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS RELATIVES AU PORTEUR DE LA DETTE

La Commune continuera de supporter à compter de l'entrée en vigueur de la convention la totalité de l'encours de dette correspondant au contrat d'emprunt n°A75121IS du 6 décembre 2012.

Ainsi, le contrat de dette listé en annexe n°1 est conservé au sein de la commune. L'annexe n°1 liste le contrat concerné par la refacturation ainsi que le tableau d'amortissement correspondant à la part de l'emprunt lié au service assainissement. Le tableau d'amortissement correspond donc à la part du contrat d'emprunt pris en charge par le syndicat.

La commune poursuit ses droits et obligations pour les contrats concernés. Par conséquent, la commune engagera chaque année les annuités liées au contrat d'emprunt concerné et réalisera les mandats correspondants.

ARTICLE 4 – MODALITES DE REMBOURSEMENT DE L'ANNUITE DE LA DETTE PORTEE PAR LA COMMUNE

ARTICLE 4.1 – CLE DE REPARTITION

La commune demandera chaque année et jusqu'à la fin de la convention, le remboursement d'une partie de l'annuité de la dette concernée selon le tableau d'amortissement joint en annexe 1.

ARTICLE 4.2 – CONTENU DE L'ANNUITE DE LA DETTE CONSERVEE PAR LA COMMUNE

La commune poursuit à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral approuvant l'adhésion de la commune au SIAPIA ses contrats de dette globalisé et *in fine* son encours de dette en lien avec la compétence assainissement transférée.

Chaque année, cet encours de dette engendre le paiement d'une annuité composée des charges financières et du capital à rembourser pour tous les contrats conservés par la commune et faisant l'objet d'une refacturation de la part du syndicat à la commune.

ARTICLE 4.3 – OBLIGATIONS DU SYNDICAT VIS-A-VIS DE LA COMMUNE

Le remboursement de la part de l'annuité revenant au syndicat, constitue une dépense obligatoire. A ce titre, la Commune émettra un titre de recettes correspondant au montant de l'annuité lui revenant défini dans le tableau d'amortissement.

Le remboursement par le syndicat à la commune s'opère de la même manière que le rythme de remboursement de l'emprunt (intérêts et capital) et est fixé en fonction du tableau d'amortissement annexé à l'emprunt (Cf. Annexe 1).

Dès l'émission du titre de recettes, le syndicat s'engage à recouvrir la somme dans un délai de 30 jours maximum. En cas de retard, des pénalités de retard pourront être accordées par la commune à hauteur de 10% du montant du titre de recette et par jour de retard.

Le Syndicat s'engage à rembourser le montant de l'emprunt lui revenant, jusqu'à extinction totale de la dette concernée et supportée par la Commune.

En cas de rupture de la convention avant son terme par le syndicat, celui-ci s'engage à rembourser à la commune la totalité de l'encours de dette lui revenant en fonction de la clé de répartition et en une seule fois y compris les frais liés au possible remboursement anticipé et tous autres frais liés à la rupture anticipée par le syndicat.

ARTICLE 5 – CAS DE LA RENEGOCIATION DE LA DETTE CONSERVEE PAR LA COMMUNE

ARTICLE 5.1- ENCADREMENT DE LA RENEGOCIATION DES CONTRATS DE PRET CONSERVES

Dans l'hypothèse où la commune souhaite renégocier un ou plusieurs contrats de prêt, une rencontre doit être organisée entre le Syndicat et la commune afin de présenter les conséquences de la renégociation du contrat de prêt concerné.

Le syndicat doit alors approuver par délibération les termes de la renégociation afin que la commune puisse renégocier le contrat de prêt.

La commune s'engage à respecter les délibérations prises par le syndicat et s'engage à ne pas renégocier lesdits contrats de prêt sans accord du syndicat.

Les conditions et les conséquences des renégociations d'un contrat de prêt doivent faire l'objet d'un exposé précis et d'un chiffrage précis des conséquences pour le syndicat.

La commune établit et transmet un rapport complet au syndicat.

ARTICLE 5.2 – MODALITES DE REMBOURSEMENT EN CAS DE RENEGOCIATION DES CONTRATS DE PRET CONCERNES

Dans l'hypothèse où la renégociation du contrat de prêt concerné par la commune est validée selon l'article 5.1 par le syndicat, les modalités de remboursement prévues à l'article 4 et suivant de la présente convention s'appliquent aux contrats de prêt concernés et renégociés.

ARTICLE 6 – CAS DU REMBOURSEMENT ANTICIPE DES CONTRATS DE PRET CONCERNES

ARTICLE 6.1- ENCADREMENT DU REMBOURSEMENT ANTICIPE DES CONTRATS DE PRET CONCERNES

Dans l'hypothèse où la commune souhaite rembourser par anticipation le contrat de prêt concerné, une rencontre doit être organisée entre le Syndicat et la commune afin de présenter les conséquences du remboursement anticipé du contrat du prêt concerné.

Le syndicat doit alors approuver par délibération les termes du remboursement anticipé afin que la Commune puisse rembourser par anticipation le contrat de prêt.

La commune s'engage alors à respecter les délibérations prises par le syndicat et s'engage à ne pas rembourser par anticipation ledit contrat de prêt sans accord du syndicat.

Les conditions et les conséquences du remboursement anticipé d'un ou plusieurs contrats de prêt concernés doivent faire l'objet d'un exposé précis et d'un chiffrage précis des conséquences pour le syndicat.

La commune établit et transmet un rapport complet au syndicat.

ARTICLE 6.2 – MODALITES DE REMBOURSEMENT EN CAS DE REMBOURSEMENT PAR ANTICIPATION DES CONTRATS DE PRET CONCERNES

Dans l'hypothèse où le remboursement anticipé du contrat de prêt concerné est validé selon l'article 6.1 par le syndicat, les modalités de remboursement anticipé (capital et solte éventuelle) prévues à l'article 4 et suivants de la présente convention s'appliquent aux contrats de prêt concernés et remboursés de manière anticipée.

Article 7 – Désaccords - Litiges

En cas de litige sur l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à la recherche d'une solution amiable.

Si une telle solution ne peut être trouvée, le litige pouvant sera porté devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise.

Fait à Champagne sur Oise, le 12 décembre 2025, en deux exemplaires

Pour le SIAPIA,

Son Président, Monsieur Michel ARMAND

Pour la Commune de Champagne sur Oise,

Son Maire, Stéphane CARTEADO,

ANNEXE 1 : LISTE DES CONTRATS DE PRET ACCOMPAGNES DES TABLEAUX D'AMORTISSEMENT CONCERNES

BUDGET : VILLE DE CHAMPAGNE SUR OISE *Asir*

Le 23/01/2013 à 16:57:5

REFERENCES DE L'EMPRUNT N° A75121IS

33

RENEGOCIATION DE LA DETTE

Préteur

CAISSE EPARGNE I.F. NORD

Assainissement

Type remboursement :

Fixe avec capital progressif

177 mois Trimestrielle

Origine : 06/12/2012

Capital : 58 485,85

Lignes des remboursements (devise en Euros)

| Date | Restant du | Capital | Intérêts | Frais | Total | Taux | Modif Manuelle |
|------------|------------|----------|----------|-------|----------|------|----------------|
| 05/03/2013 | 58 485,85 | 749,15 | 315,82 | | 1 064,97 | 2,16 | Oui |
| 05/06/2013 | 57 736,70 | 756,10 | 318,71 | | 1 074,81 | 2,16 | Oui |
| 05/09/2013 | 56 980,60 | 763,11 | 314,53 | | 1 077,64 | 2,16 | Oui |
| 05/12/2013 | 56 217,49 | 770,19 | 306,95 | | 1 077,14 | 2,16 | Oui |
| 05/03/2014 | 55 447,30 | 777,33 | 299,42 | | 1 076,75 | 2,16 | Oui |
| 05/06/2014 | 54 669,97 | 784,54 | 301,78 | | 1 086,32 | 2,16 | Oui |
| 05/09/2014 | 53 885,43 | 791,82 | 297,45 | | 1 089,27 | 2,16 | Oui |
| 05/12/2014 | 53 093,61 | 799,16 | 289,89 | | 1 089,05 | 2,16 | Oui |
| 05/03/2015 | 52 294,45 | 806,57 | 282,39 | | 1 088,96 | 2,16 | Oui |
| 05/06/2015 | 51 487,87 | 814,06 | 284,21 | | 1 098,27 | 2,16 | Oui |
| 05/09/2015 | 50 673,82 | 821,61 | 279,72 | | 1 101,33 | 2,16 | Oui |
| 05/12/2015 | 49 852,21 | 829,23 | 272,19 | | 1 101,42 | 2,16 | Oui |
| 05/03/2016 | 49 022,98 | 836,92 | 267,67 | | 1 104,59 | 2,16 | Oui |
| 05/06/2016 | 48 186,07 | 844,68 | 265,99 | | 1 110,67 | 2,16 | Oui |
| 05/09/2016 | 47 341,39 | 852,51 | 261,32 | | 1 113,83 | 2,16 | Oui |
| 05/12/2016 | 46 488,87 | 860,42 | 253,83 | | 1 114,25 | 2,16 | Oui |
| 05/03/2017 | 45 628,45 | 868,40 | 246,39 | | 1 114,79 | 2,16 | Oui |
| 05/06/2017 | 44 760,05 | 876,46 | 247,08 | | 1 123,54 | 2,16 | Oui |
| 05/09/2017 | 43 883,59 | 884,59 | 242,24 | | 1 126,83 | 2,16 | Oui |
| 05/12/2017 | 42 999,00 | 892,79 | 234,77 | | 1 127,56 | 2,16 | Oui |
| 05/03/2018 | 42 106,21 | 901,07 | 227,37 | | 1 128,44 | 2,16 | Oui |
| 05/06/2018 | 41 205,14 | 909,43 | 227,45 | | 1 136,88 | 2,16 | Oui |
| 05/09/2018 | 40 295,72 | 917,86 | 222,43 | | 1 140,29 | 2,16 | Oui |
| 05/12/2018 | 39 377,85 | 926,38 | 215,00 | | 1 141,38 | 2,16 | Oui |
| 05/03/2019 | 38 451,48 | 934,97 | 207,64 | | 1 142,61 | 2,16 | Oui |
| 05/06/2019 | 37 516,51 | 943,64 | 207,09 | | 1 150,73 | 2,16 | Oui |
| 05/09/2019 | 36 572,87 | 952,39 | 201,88 | | 1 154,27 | 2,16 | Oui |
| 05/12/2019 | 35 620,47 | 961,23 | 194,49 | | 1 155,72 | 2,16 | Oui |
| 05/03/2020 | 34 659,25 | 970,14 | 189,24 | | 1 159,38 | 2,16 | Oui |
| 05/06/2020 | 33 689,11 | 979,14 | 185,96 | | 1 165,10 | 2,16 | Oui |
| 05/09/2020 | 32 709,97 | 988,22 | 180,56 | | 1 168,78 | 2,16 | Oui |
| 05/12/2020 | 31 721,75 | 997,39 | 173,20 | | 1 170,59 | 2,16 | Oui |
| 05/03/2021 | 30 724,36 | 1 006,64 | 165,91 | | 1 172,55 | 2,16 | Oui |
| 05/06/2021 | 29 717,72 | 1 015,97 | 164,04 | | 1 180,01 | 2,16 | Oui |
| 05/09/2021 | 28 701,75 | 1 025,40 | 158,43 | | 1 183,83 | 2,16 | Oui |
| 05/12/2021 | 27 676,35 | 1 034,91 | 151,11 | | 1 186,02 | 2,16 | Oui |
| 05/03/2022 | 26 641,44 | 1 044,51 | 143,86 | | 1 188,37 | 2,16 | Oui |
| 05/06/2022 | 25 596,94 | 1 054,19 | 141,29 | | 1 195,48 | 2,16 | Oui |
| 05/09/2022 | 24 542,74 | 1 063,97 | 135,48 | | 1 199,45 | 2,16 | Oui |
| 05/12/2022 | 23 478,77 | 1 073,84 | 128,19 | | 1 202,03 | 2,16 | Oui |
| 05/03/2023 | 22 404,93 | 1 083,80 | 120,99 | | 1 204,79 | 2,16 | Oui |
| 05/06/2023 | 21 321,13 | 1 093,85 | 117,69 | | 1 211,54 | 2,16 | Oui |
| 05/09/2023 | 20 227,28 | 1 104,00 | 111,65 | | 1 215,65 | 2,16 | Oui |
| 05/12/2023 | 19 123,28 | 1 114,24 | 104,41 | | 1 218,65 | 2,16 | Oui |
| 05/03/2024 | 18 009,04 | 1 124,57 | 98,33 | | 1 222,90 | 2,16 | Oui |
| 05/06/2024 | 16 884,47 | 1 135,00 | 93,20 | | 1 228,20 | 2,16 | Oui |
| 05/09/2024 | 15 749,47 | 1 145,53 | 86,94 | | 1 232,47 | 2,16 | Oui |
| 05/12/2024 | 14 603,94 | 1 156,15 | 79,74 | | 1 235,89 | 2,16 | Oui |

| | | | | | | | |
|---------------|-----------|------------------|------------------|--|------------------|------|-----|
| 05/03/2025 | 13 447,78 | 1 166,88 | 72,62 | | 1 239,50 | 2,16 | Oui |
| 05/06/2025 | 12 280,91 | 1 177,70 | 67,79 | | 1 245,49 | 2,16 | Oui |
| 05/09/2025 | 11 103,20 | 1 188,62 | 61,29 | | 1 249,91 | 2,16 | Oui |
| 05/12/2025 | 9 914,58 | 1 199,65 | 54,13 | | 1 253,78 | 2,16 | Oui |
| 05/03/2026 | 8 714,93 | 1 210,78 | 47,06 | | 1 257,84 | 2,16 | Oui |
| 05/06/2026 | 7 504,16 | 1 222,01 | 41,42 | | 1 263,43 | 2,16 | Oui |
| 05/09/2026 | 6 282,15 | 1 233,34 | 34,68 | | 1 268,02 | 2,16 | Oui |
| 05/12/2026 | 5 048,81 | 1 244,78 | 27,57 | | 1 272,35 | 2,16 | Oui |
| 05/03/2027 | 3 804,04 | 1 256,32 | 20,54 | | 1 276,86 | 2,16 | Oui |
| 05/06/2027 | 2 547,71 | 1 267,98 | 14,06 | | 1 282,04 | 2,16 | Oui |
| 05/09/2027 | 1 279,74 | 1 279,74 | 7,06 | | 1 286,80 | 2,16 | Oui |
| Totaux | | 58 485,87 | 10 464,14 | | 68 950,01 | | |